

APPEL A COMMUNICATIONS

Colloque

Femmes et insertion professionnelle

Le Mans 25-26 mars 2004

Ce colloque s'inscrit dans un cycle de rencontres de chercheur-es sociologues de l'Ouest initié en 1998 à l'Université de Bretagne Occidentale (*Les parcours de vie des femmes; travail, familles et représentations publiques*), poursuivi en 1999 à l'Université de Nantes (*Femmes, nouvelles questions identitaires*) et en 2002 à l'Université François Rabelais de Tours (*Femmes et villes*). Ce cycle de rencontres rassemble des analyses contribuant à la mise en lumière de la place et du rôle sexué des femmes dans notre société, selon plusieurs approches disciplinaires. Les premières rencontres ont privilégié les travaux des chercheur-es du grand Ouest; l'objectif étant d'offrir une visibilité à des études souvent peu diffusées et de mettre en valeur la production scientifique issue de cette région. Depuis le colloque de Tours, elles ont pris une dimension internationale qu'elles conserveront au Mans, tout en laissant une place significative aux recherches régionales, mais aussi aux relations d'expériences de terrain. Dans la lignée des précédents, ce colloque croisera les échelles de réflexion dans le but de faire le point sur les travaux récents et de favoriser les échanges.

Ce colloque propose de porter un regard croisé sur les contradictions persistantes entre la montée du salariat féminin et les inégalités observées entre hommes et femmes aux différents moments du parcours d'insertion professionnelle. Les éléments de réflexion relevant de la sphère professionnelle ne sauraient suffire à l'analyse de cette question, et sont à articuler avec des éléments relevant de la sphère privée et du parcours de formation.

Trois niveaux d'insertion professionnelle pourront être interrogés pour ces publics féminins. Toutefois, d'autres questions que celles évoquées ci dessous pourront être abordées, et les analyses transversales seront les bienvenues. Elles pourront, par exemple, porter sur les modes d'insertion non institutionnalisés (petits boulots de garde d'enfants ou de ménage, plus ou moins au noir...) qui concernent les trois niveaux :

- **L'insertion des jeunes femmes à l'issue de la formation initiale:** on pourra s'interroger sur les modalités d'accès à l'emploi des jeunes femmes quittant le système de formation. On sait que plus le niveau de diplôme augmente, plus les modalités d'insertion des filles et des garçons sont semblables. Mais des différences persistent et il serait bon d'interroger, outre les parcours d'insertion identifiés par les études institutionnelles (Cereq, observatoires), les stratégies d'embauche développées par les employeurs et les stratégies d'insertion mises en place par les jeunes femmes ou les jeunes couples. Des réflexions sur la mobilité comparée des jeunes femmes et des jeunes hommes au cours du processus d'insertion seront les bienvenues. En outre, l'insertion professionnelle ne peut être déconnectée des "choix" d'orientation effectués tout au long de la scolarité, et particulièrement à partir du pallier décisif que représente la classe de seconde. On pourra s'interroger sur l'adéquation entre les

parcours féminins de formation initiale que peuvent mettre en évidence les enquêtes de suivi des sortant-e-s du système scolaire et les segments du marché du travail sur lesquels ces jeunes femmes sont susceptibles de s'insérer. Dans quelle mesure des choix atypiques de filière de formation préservent-ils les jeunes femmes des difficultés d'insertion professionnelle? Des recherches récentes montrent que les parcours de formation vécus par ces jeunes filles ne vont pas sans heurts et sans un travail d'adaptation et de conformation aux représentations que les garçons leur imposent. Qu'en est-il de leur insertion professionnelle? Parviennent-elles à dépasser ces difficultés et à s'insérer dans un segment du marché du travail qui reste très masculin? Dans quelle mesure occupent-elles les fonctions pour lesquelles elles ont été formées ?

- **Le retour à l'emploi des femmes ayant temporairement quitté le marché du travail.**

Le retour des femmes sur le marché du travail après un retrait plus ou moins long ne va pas sans poser question. On sait que l'accès des mères de deux enfants à l'Allocation parentale d'éducation a incité un nombre important de femmes à quitter momentanément le marché du travail. Souvent peu qualifiées elles ont rencontré des difficultés pour y retrouver une place. Pour elles comme pour les autres, la formation continue peut constituer un tremplin vers un retour à l'emploi. Elle permet de valider par un diplôme une expérience antérieure, une pratique issue de la sphère privée ou de la sphère associative, elle permet aussi d'accéder à un niveau de diplôme supérieur ou encore de se réorienter. Dans quelle mesure les femmes bénéficient-elles ou se saisissent-elles de ces opportunités. Quelles stratégies développent-elles face à ces différents parcours possibles? Et surtout, ces stratégies de retour à l'emploi passant par la formation continue sont-elles efficaces? Quels autres parcours et stratégies peut-on identifier chez ces femmes qui tentent tardivement ou pour la énième fois une insertion professionnelle? On peut aussi penser à l'insertion professionnelle par le biais de l'emploi associatif qui pose le problème de la difficile professionnalisation des fonctions associées à la sphère privée.

- **L'insertion problématique des femmes prises en charge par les dispositifs divers :** ces dispositifs s'adressent à des publics cumulant les difficultés. En ce qui concerne les femmes les principaux freins à l'insertion relèvent de problèmes familiaux (ruptures conjugales, familles monoparentales), de problèmes de santé, d'un isolement géographique ou encore d'un isolement culturel pour les femmes immigrées. Mais les programmes d'aide au retour à l'emploi développés par les institutions et par le milieu associatif semblent plus adaptés aux publics masculins. Qu'il s'agisse des contrats d'insertion liés au RMI, dont les femmes pourtant majoritaires dans le dispositif bénéficient moins que les hommes, des ateliers d'insertion par l'économie qui privilégient les activités de restauration et réparation, d'entretien d'espaces verts ou de peinture, on peut s'interroger sur la prise en considération des particularités du public féminin. Pourtant, là comme ailleurs, des politiques incitatives ont été mises en place. Elles ont pu favoriser l'émergence de programmes spécifiquement destinés aux femmes comme les sessions de formation destinées à leur ouvrir des voies professionnelles "masculines", les aides leur permettant de déléguer la garde de leurs enfants dans des endroits où les structures institutionnelles ou classiques font défaut. Plus encore que les jeunes femmes quittant le système de formation pour s'insérer sur le marché du travail, les femmes prises en charge par ces dispositifs se trouvent confrontées à la difficulté de concilier vie familiale et vie professionnelle. Des actions novatrices ont pu voir le jour, il serait bon d'en exposer les principes et les limites afin de développer ces initiatives encore trop rares ou méconnues.

Réception des propositions

1- avant le 29 septembre : un résumé d'une page

2- avant le 25 février : le texte complet de la communication (30000 signes maximum) ainsi qu'une présentation de l'auteur en 1 page.

Les propositions sont à envoyer, sous forme électronique et sous forme papier à :
Erika Flahault, Université du Maine, OVE, Avenue Olivier Messiaen, 72085 Le Mans cedex 9
Erika.Flahault@univ-lemans.fr

<p>Comité scientifique : Margaret Maruani <i>Sous réserve</i> (CNRS, Directrice du GDRE Mage), Sylvette Deneffe (Professeure, Université François Rabelais Tours), Vincent Veschambre (ESO UMR 6590, Université d'Angers), Thomas Couppié (Cereq), Dominique Epiphane (Cereq).</p>
